



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX (SEANCE PUBLIQUE) N°14/2019

ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET TECHNIQUES DES BATIMENTS DE L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Article 1: OBJET DU MARCHE

Le présent appel d'offres concerne le marché ayant pour objet l'entretien et la maintenance des équipements et installations électriques et techniques des bâtiments de l'Institut Royal de la Culture Amazighe en lot unique.

Article 2: MODE ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application des dispositions l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 et de l'alinéa 2 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement n° 2524 fixant les conditions et formes de passation des marchés de l'Institut Royal de la Culture Amazighe ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Article 3: ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations objet dudit appel d'offres sont réparties comme suit :

Prestation	Section technique	Ensemble fonctionnel
1	Protection incendie, équipements techniques sanitaires, station de relevage et équipements des puits d'arrosage	<ul style="list-style-type: none">– Réseau de distribution des équipements de protection incendie;– Equipements de livraison et distribution eau de ville;– RIA d'incendie;– Extincteurs portatifs;– Equipements techniques sanitaires;– Puits d'arrosage.
2	Equipement moyenne tension (MT), basse tension (BT), groupe électrogène, lustrerie et détection d'incendie	<ul style="list-style-type: none">– Cellules MT ;– Poste de transformation ;– TGBT ;– Eclairage normal ;– Eclairage de sécurité ;– Réseau ondulé ;– Réseau terre ;– Groupe électrogène ;– Détection d'incendie.

Il est entendu qu'ils s'ajoutent aux installations décrites ci-dessus l'ensemble des organes et équipements associés tels que :

- l'ensemble des armoires et coffrets électriques ainsi que l'ensemble des câbles, chemin de câbles, boîtes de dérivation ;
- l'ensemble des équipements de sécurité et d'alarme liés aux équipements ;
- l'ensemble des appareils de mesure (thermomètres, manomètres, compteurs, jauges, etc....) ;
- l'ensemble des systèmes de fixation et de suspension des équipements.

Article 4: PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Prescriptions Spéciales;
- le bordereau des prix - détail estimatif ;
- le Cahier des Clauses Administrative Générales – EMO approuvé par le Décret n°2332-01-2 du 22 Rabii I 1423 – 4 juin 2002 (Publié au BO n° 5010 du 6 Juin 2002).

Article 5: VARIATION ET CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

Les prix mentionnés dans le bordereau des prix doivent tenir compte de l'ensemble des équipements et prestations auxquels ils s'appliquent, non seulement tels que ceux-ci sont décrits dans le bordereau des prix du présent marché, mais aussi tels qu'ils doivent être effectivement exécutés pour aboutir à l'installation et à la mise en marche des équipements.

Tout équipement ou accessoire proposé par le titulaire dans son offre et pour lequel aucun prix n'est fourni, sera considéré comme inclus dans l'offre principale et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.

Article 6: REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le titulaire du marché est soumis aux textes suivants :

1. le Règlement n° 2524 du 21/07/2014 relatif aux marchés publics de l'IRCAM ;
2. le Décret Royal n° 330-66 du 21 Avril 1967 portant règlement général de la Comptabilité Publique tel qu'il a été complété ou modifié;
3. le Dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif au nantissement des marchés publics;
4. tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 7: VISITE DES LIEUX

Le titulaire du marché reconnaît avoir visité les lieux, avoir apprécié à son point de vue et sous sa responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations, avant d'avoir eu à élaborer son offre et avant d'exécuter le marché. Il ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l'IRCAM ou prétendre à une indemnité. Une attestation sera remise au concurrent qui doit la joindre à son offre.

Article 8: VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.

Article 9: DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

En application de l'article 33 du règlement de passation des marchés de l'IRCAM, la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai de soixante quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Article 10: DELAI D'EXECUTION

Le présent marché est conclu pour une période d'une année renouvelable par tacite de reconduction, sans que sa durée totale ne dépasse 3 ans, à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis de trois mois.

Article 11: MOYENS DE COMMUNICATIONS

Le Fournisseur doit fournir un point de contact unique pour tous les appels et requêtes. A cette fin, il doit mettre à la disposition du client plusieurs moyens d'accès et de communication. Ces différents moyens sont comme suit :

- le téléphone : comme moyens principal pendant les heures de travail et avec un nombre suffisant de téléopérateurs et de lignes pour faire face aux éventuels surcharges d'appels.
- e-mail : avec une adresse électronique unique ;
- le fax : dans le cas de la nécessité de garder une trace, pour l'envoi de données et de renseignements complémentaires ;
- éventuellement un répondeur automatique avec possibilité d'enregistrement et/ou aiguille vers d'autres moyens.

Article 12: OBLIGATION DE L'INSTITUT

Pendant l'exécution du contrat, l'Institut s'oblige à :

- permettre un libre accès des représentants du contractant aux équipements, pendant les heures d'intervention correspondant à l'option ou aux options choisie(s) par l'Institut et s'assurer que chaque intervention puisse être effectuée en conformité avec les normes et règlements en vigueur, notamment en matière de sécurité, d'environnement physique, géographique et technique ;
- assurer la présence d'un au moins de ses employés ou préposés pendant l'exécution de chaque opération de maintenance ;
- mettre à la disposition du contractant les moyens nécessaires lui permettant l'exécution de la maintenance, et notamment : l'accès à un poste téléphonique, la fourniture de courant électrique, la relation avec un correspondant technique de l'Institut.

Article 13: REPRESENTATION DU PRESTATAIRE

Pendant toute la période du marché, le prestataire devra désigner un représentant muni des pouvoirs nécessaires pour assurer le suivi de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Article 14: RECEPTION PROVISOIRE

L'exécution de ladite prestation sera matérialisée par des fiches justifiant l'intervention. Un rapport consolidé doit être présenté à l'IRCAM trimestriellement.

L'IRCAM pourra alors :

- soit prononcer la réception provisoire sans réserve;
- soit prononcer la réception provisoire sous réserve que le prestataire procède à des corrections ou améliorations de détail;

- soit refuser la réception provisoire pour non conformité avec les spécifications du marché

Les réceptions provisoires seront faites dès que toutes les vérifications auront été déclarées satisfaisantes et ce sur la base des fiches d'interventions signées, datées et portant l'avis et l'appréciation de l'IRCAM ;

Article 15: RECEPTION DEFINITIVE

Une réception définitive est prononcée à la réception de la totalité de la commande pour la durée du marché.

Article 16: LES MODALITES DE REGLEMENT

L'IRCAM se libérera des sommes dues par eux en faisant donner crédit par virement au compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement retenu sur production d'une facture représentant le montant de la commande totalement réalisée.

La facture doit répondre aux conditions suivantes :

1. être conforme au bordereau des prix - détail estimatif forfaitaire ;
2. être signée (par la personne ayant la délégation des pouvoirs), datée et cachetée ;
3. être arrêtée en toutes lettres ;
4. faire ressortir les montants HT, TVA et TTC (pour les fournisseurs étrangers, elle doit faire ressortir le montant de la part en devise à transférer) ;
5. elle doit rappeler les références du marché et l'intitulé exact du compte bancaire de l'attributaire du marché, ainsi que le RIB composé de 24 chiffres.

Le paiement sera effectué trimestriellement après prononciation de la réception provisoire et de la réception par l'IRCAM des pièces justificatives (factures, bons d'intervention, rapport, etc.).

Article 17: PENALITES DE RETARD

Cas de retard :

En cas de dépassement des délais convenus pour les interventions ou les travaux de réparation ne provenant pas d'un cas de force majeur signalé par écrit en temps utiles par le prestataire à l'IRCAM et admis par lui le cas échéant d'une part, le prestataire est passible d'une pénalité de retard égale à 1/1000 (un pour mille) du montant du marché, sans toutefois que ce montant ne dépasse 10% (dix pour cent) du montant total du marché.

Cas de non exécution :

Si, après sept (7) jours des dates limites des délais fixés aux « prescriptions techniques » ci-dessous, les prestations correspondantes ne sont pas effectuées, l'IRCAM se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnité. Le prestataire sera tenu de payer à l'IRCAM une pénalité initiale forfaitaire égale à 10% (dix pour cent) du montant annuel du marché, cumulable avec la pénalité de retard du paragraphe ci-dessus, sachant que le prestataire restera redevable envers l'IRCAM de tous les dommages réels découlant de cette résiliation.

Article 18: CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à dix mille dirhams (10 000,00 dh). Il sera restitué aux candidats non retenus.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché, il doit être fourni dans les 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, qui sera libéré à la réception définitive.

Par dérogation à l'article n°40 du CCAG-EMO, il ne sera pas appliqué de retenue de garantie pour ce marché.

Article 19: ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, l'attributaire doit présenter une police d'assurance couvrant les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

Article 20: LITIGES

Tout litige entre le maître d'ouvrage et le titulaire est soumis aux tribunaux compétents conformément aux dispositions des articles 53 et 55 du CCAG-EMO.

Article 21: ELECTION DE DOMICILE

Pour l'élection du domicile, il faut se conformer aux dispositions de l'article 17 du CCAG-EMO.

Article 22: CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit de l'IRCAM, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'IRCAM ou en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'IRCAM et tous ses exemplaires seront retournés à l'IRCAM, sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.

Article 23: DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 24: CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de résiliation du présent marché, il sera fait application prévues au CCAG-EMO.

Article 25: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il est précisé que :

- a) La liquidation des sommes dues par l'IRCAM en exécution du marché, sera opérée par les soins du Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.

- b) L'autorité chargée de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus au dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif aux nantissements des marchés publics, est le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.
- c) Les paiements prévus aux marchés seront effectués par l'Agent comptable de l'IRCAM, seul qualifié pour recevoir les significations des créances du titulaire du Marché.

Le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué, délivrera sans frais, à L'entrepreneur, sur sa demande écrite et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" conformément aux dispositions du Dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif au nantissement des marchés publics.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 1: Description des équipements et installations

PRESTATION N° 1 : PROTECTION INCENDIE, EQUIPEMENTS TECHNIQUES SANITAIRES, STATION DE RELEVAGE & ÉQUIPEMENTS DES PUITTS D'ARROSAGE

Il est entendu que s'ajoutent aux installations décrites ci-après, l'ensemble des organes et équipements associés tels que les vannes, les détendeurs, les coffrets électriques, systèmes de régulation, de sécurité et d'alarme, appareils de mesure, etc...

a- Protection incendie :

Les installations concernées comprennent l'ensemble des équipements nécessaires à la protection incendie, soit :

- Les R.I.A ;
- Les poteaux d'incendie à l'extérieur.
- Extincteurs portatifs

La vérification annuelle des extincteurs portatifs et leur remplissage sont à la charge de L'entrepreneur, L'IRCAM dispose de différent type d'extincteurs portatifs.

b- Equipements techniques sanitaires :

Les installations concernées comprennent l'ensemble des équipements nécessaires à la production d'eau chaude sanitaire, la distribution de l'eau de ville dans l'ensemble du site.

Eau froide, et eau chaude sanitaire (compteurs, disconnecteurs, détendeurs, surpresseurs, vannes, clapets anti-retour, chauffe-eau électrique,...)

c- Station de relevage :

Le sous-sol dispose d'une station de relevage équipée de deux pompes placées dans une fosse et alimentées par une armoire électrique.

d- Puits d'arrosage :

L'IRCAM dispose des puits, les installations concernées comprennent l'ensemble des équipements, soit :

- Armoire électrique.
- pompe immergée
- Vases d'expansion

PRESTATION N° 2 : EQUIPEMENT MOYENNE TENSION (MT), BASSE TENSION (BT), GROUPE ÉLECTROGÈNE, LUSTRIERIE ET DETECTION D'INCENDIE

a- Equipements Moyenne Tension

Les installations concernées sont celles qui assurent l'alimentation du bâtiment en moyenne tension et sa transformation en basse tension, notamment :

Le poste de transformation constitué de :

- Cellules interrupteurs MT : Arrivée boucle et Départ boucle
- Cellules de protection Transformateur MT
- Cellules de protection Transformateur MT
- Ensemble de liaison MT

- Transformateur de puissance
- Equipements de sécurité pour les postes de transformation
- Ensemble de liaison BT pour transformateur
- Compensation de l'énergie réactive des transformateurs :
 - Batteries de condensateur
- Compensation de l'énergie réactive des installations :
 - Batteries de condensateur

b- Equipements Basse Tension

Cette section regroupe les réseaux de distribution électrique depuis les sources jusqu'aux équipements terminaux inclus y compris les câbles de raccordement.

Les installations concernées sont celles qui assurent les alimentations basse tension, et notamment :

- TGBT,
- Les tableaux de répartition et protection,
- Les armoires de compensation,
- Les armoires divisionnaires et coffrets électriques,
- Les colonnes de distribution,
- Les réseaux de distribution électrique depuis les sources jusqu'aux équipements terminaux inclus (prises de courant ondulés et normaux, etc.)
- Les équipements d'éclairages,
- L'éclairage de sécurité,
- Les réseaux et armoires de distribution ondulées (hors onduleurs).
- Les inverseurs de source.

b.1 - Eclairage normal

L'éclairage normal regroupe l'ensemble des installations d'éclairage intérieur et extérieur. Selon la nature des locaux, différents types d'éclairage sont installés.

b.2 - Eclairage de sécurité

L'éclairage de sécurité dont les fonctions sont le balisage vers les issues de secours et l'ambiance, est assuré par des blocs autonomes composés d'un ensemble chargeur/batteries.

b.3 - Réseau de terre

L'installation du réseau de terre est constituée des liaisons équipotentielle spécifiques, en particulier les barrettes en attente.

b.4 - Réseaux ondulés ou alimentation statique sans coupure

Ces installations regroupent les réseaux de distribution électrique depuis les onduleurs jusqu'aux équipements terminaux inclus. Ces réseaux alimentent principalement des équipements informatiques et téléphoniques et desservent toutes les prises ondulées du bâtiment.

La distribution électrique se réalise à partir d'un TGBT qui desserve un ensemble d'armoires divisionnaires ondulées. Ce TGBT est dédié à l'alimentation des salles informatiques ainsi que l'alimentation des équipements sensibles situés dans le reste du bâtiment.

c. Groupe Electrogène

Cette section comprend :

- Un groupe électrogène et l'ensemble des équipements associés,
- Armoire générale BT de distribution normal/secours,

d. Détection incendie:

- Centrale de détection incendie ;
- Détecteurs automatiques et manuels d'incendie ;
- Déclencheurs manuels ;
- Indicateurs d'actions ;
- Avertisseurs sonores ;
- Etc.

Il est entendu que s'ajoutent aux installations décrites ci avant, l'ensemble des organes et équipements associés tels que coffrets électriques, câbles, appareils de protection et de commande, systèmes de régulation, de sécurité et d'alarme, appareils de mesure, etc.

Article 2: Définition des prestations

La mission comprend les prestations suivantes :

- **Maintenance premier niveau ou conduite et surveillance des installations ;**
- **Maintenance préventive, dépannage et réparation des installations.**

2-1 Maintenance 1^{er} niveau ou conduite et surveillance des installations

La conduite et la surveillance des installations sont assurées in situ. Les visites d'inspection permettent de prendre en compte "de visu" les alarmes ou défauts de fonctionnement ou d'aspect des équipements dont la maintenance est du ressort du prestataire.

La conduite et la surveillance des installations regroupent les prestations suivantes :

- la consultation du cahier de liaison et la prise en compte des demandes qui y figurent,
- les réponses aux demandes du maître d'ouvrage,
- la mise en service, l'arrêt, la consignation, des équipements devant être en/hors fonctionnement,
- le contrôle régulier du fonctionnement normal des installations,
- le suivi des indicateurs de conduite,
- les purges, les vidanges et les appoints des réseaux,
- la prise en charge des opérations de première urgence,
- les petites interventions d'entretien ou de dépannage (remplacement des voyants, fusibles, sources lumineuses,...),
- les consignations d'installations pour les interventions de maintenance,
- les campagnes de mesures, de relevés et d'analyses,
- le contrôle du bon fonctionnement des équipements essentiels,
- la vérification qu'aucun matériau ou installation ne puisse causer un danger pour un tiers.

Le titulaire du marché doit une interrogation du système, chaque jour de présence dès son arrivée et avant de quitter les lieux. Il doit effectuer au minimum une fois par jour une ronde technique pour s'assurer du bon fonctionnement des équipements essentiels. Les installations

et locaux visités lors de cette ronde sont à définir avec le maître d'ouvrage, et comprendra obligatoirement toutes les installations.

Le prestataire met en place l'organisation nécessaire pour assurer la conduite des installations selon une méthodologie soumise au maître d'ouvrage. **Il doit remettre un Mémoire Méthodologique relatif à la conduite et la surveillance des installations.**

Le personnel délégué sur site qui assure la conduite et la surveillance des installations doit avoir les compétences techniques requises et une parfaite connaissance des locaux et des installations, et doit être capable de se rendre à tout moment et dans des délais brefs où une intervention s'avèrera nécessaire.

Ce personnel a les compétences pour établir les premiers éléments de diagnostic et est capable éventuellement de faire intervenir des agents qualifiés indispensables non présents sur site.

Le prestataire doit mettre en place une astreinte pour répondre à toute demande d'intervention émanant du maître d'ouvrage.

2-2 Maintenance préventive

a- Maintenance préventive systématique

Le prestataire doit mettre en œuvre les opérations de maintenance préventive de manière à respecter ses obligations de résultats et limiter les interventions de dépannage et de réparation et conserve l'entière responsabilité de la politique de maintenance. Il lui appartient :

- d'adapter ces gammes aux exigences spécifiques des installations (équipements spécifiques, conditions d'exploitation particulières, ...) pour garantir les objectifs de résultats,
- d'améliorer ces gammes au cours de l'exploitation du site en tenant compte de l'expérience acquise,
- de compléter les gammes par les données des constructeurs,
- de mettre à la disposition du maître d'ouvrage, pour validation, les gammes ainsi modifiées, en explicitant les évolutions par rapport aux gammes types.

Le prestataire doit se conformer aux notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements et à une fréquence d'essai préconisée par le constructeur.

La planification des interventions doit être établie en début de chaque année du marché en accord avec le maître d'ouvrage.

Le prestataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage les modifications qu'il préconise d'apporter au calendrier, assorties des justificatifs nécessaires. Après accord, il établit un nouveau programme dont la mise en application est immédiate. Le respect du planning de maintenance préventive systématique sera vérifié chaque mois. Le retard sera analysé et doit être justifié.

Le prestataire précisera les actions correctives qu'il compte mettre en œuvre pour combler le retard constaté. Dans le cas d'opérations décalées, il doit assurer leur exécution dans le mois suivant.

b- Maintenance préventive conditionnelle

Au cours des visites programmées définies lors de la ronde journalière, le prestataire juge de l'opportunité de déclencher des interventions conditionnelles. D'autre part, des interventions peuvent également être lancées après des visites faites par le maître d'ouvrage. En fonction de l'urgence, les interventions sont réalisées, soit immédiatement, soit planifiées en accord avec le maître d'ouvrage.

Le prestataire doit mettre à la disposition de l'IRCAM une équipe sur site pour assurer les différents types de maintenance préventive des installations techniques.

2-3 Dépannage et réparation :

Les opérations de dépannage et réparation sont réalisées :

- à la suite d'une défaillance, d'une dégradation ou d'une réclamation constatée par le titulaire ou le maître d'ouvrage,
- à la demande du maître d'ouvrage qui précise le degré d'urgence d'intervention souhaité, soit en fonction des perturbations constatées, soit à partir des informations données en clair par les systèmes,
- à l'initiative du prestataire et après accord du maître d'ouvrage, dans un cadre de maintenance préventive, de prestations de surveillance ou à la suite d'anomalies constatées en astreinte.

En cas de doute sur l'origine d'un défaut, le prestataire est chargé de piloter une réunion d'analyse de la cause racine du problème, de définir les frontières de responsabilité et de déclencher le processus de correction en faisant intervenir l'organisme ou le prestataire suspecté.

Chaque intervention de dépannage et réparation fait l'objet d'un compte rendu d'incident où sont mentionnés :

- la date et l'heure d'intervention,
- les coordonnées du donneur d'ordre,
- la cause de l'intervention,
- le plan d'action associé et le détail de l'intervention,
- la ou les pièces remplacées et leur provenance.
- Le temps d'intervention et les coordonnées de l'intervenant.

Dans le cas où la sécurité des personnes, des biens et de fonctionnement des installations est en jeu, le prestataire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et assure le dépannage.

Les réparations suivent les interventions d'urgence. Elles sont immédiates si elles conditionnent la remise en marche, ou différées si le fonctionnement provisoire sans risque est possible.

Le prestataire doit mettre à la disposition de l'IRCAM une équipe sur site pour assurer les différents types de dépannage et réparation des installations techniques.

2-4 Gestion des stocks des pièces de rechange et documentation

Cet article précise les dispositions liées à la gestion des prestations. Il concerne l'ensemble des installations du marché découlant du présent appel d'offres.

a- Constitution et gestion du stock

Sont considérés comme pièces gérées en stock, les matériels qui permettent d'accélérer les interventions du prestataire, soit parce que la pièce représente un élément stratégique pour la continuité de fonctionnement, soit par ce que les délais d'approvisionnement ne permettraient pas au prestataire de respecter les clauses du marché.

La liste des matériels constituant le stock est de la seule responsabilité du titulaire du marché, qui ne peut se prévaloir d'une pièce manquante dans le stock de première urgence pour justifier un dépassement des délais contractuels d'intervention.

Il est à noter que ces pièces de rechange doivent être des pièces d'origine.

b- Suivi des demandes d'intervention

La maîtrise du nombre de demandes d'intervention est un bon indicateur :

- de la qualité de la maintenance préventive,
- de l'efficacité des interventions correctives,
- de la bonne réactivité et de la compétence des intervenants,
- de la qualité de la communication et de la pédagogie auprès des utilisateurs.

L'analyse des demandes d'interventions et du respect des délais est intégrée dans le rapport d'activités mensuel.

c- Gestion de la documentation technique

Dans le cadre de sa mission, le prestataire assure la gestion de la documentation technique en double exemplaire (un exemplaire consultable dans les locaux affecté au prestataire et un second exemplaire à la disposition du maître d'ouvrage) qui comprend :

- un inventaire exhaustif de la documentation technique,
- une analyse qualitative de la documentation et des notices de maintenance des fournisseurs, le recensement des manquements pouvant avoir une incidence sur la qualité de la prestation (la liste des documents manquants est transmise au maître d'ouvrage dans le cadre du document de synthèse d'avancement de prise en charge),
- la mise à jour des plans, schémas et documents concernés après toute modification des installations réalisée par L'entrepreneur. Cette mise à jour respecte le fond et la forme de la documentation technique d'origine.
- Les processus et les procédures de maintenance

d- Documents d'exploitation consultables sur site

A tout moment, le maître d'ouvrage peut consulter ces documents d'exploitation établis, mis à jour et maintenus sur site par le prestataire.

d-1 Cahier de liaison

Le prestataire met à disposition du maître d'ouvrage un cahier de liaison dans un endroit défini.

Les agents du prestataire consultent et renseignent le cahier de liaison à chacune de leurs interventions sur le site IRCAM.

d-2 Cahier d'appel

Le prestataire note sur ce cahier tous les appels du maître d'ouvrage. Pour chaque appel, il indique :

- la date et l'heure de l'appel,
- le nom du demandeur,
- le motif de la demande,
- le lieu d'intervention,
- l'action réalisée par le mainteneur,
- l'heure de début et l'heure de fin d'intervention,
- la durée totale de l'intervention.

d-3 Fiche d'identité et de santé des matériels

Le prestataire crée et met à jour les fiches d'identité et de santé des matériels en fonction des modifications, des remplacements ou des ajouts de matériels.

Les opérations importantes de maintenance (préventive, dépannage et réparation) sont consignées sur les fiches.

e- Documents d'exploitation à fournir au maître d'ouvrage

e-1 Planning de maintenance

Le prestataire doit mettre à jour le planning de maintenance au fur et à mesure de l'exécution des opérations de maintenance, et doit à la demande du maître d'ouvrage faire un état précis de l'avancement des prestations. Dans le cas de retards, le maître d'ouvrage est averti et en tout état de cause, le prestataire doit s'organiser pour que tout retard soit résorbé le dernier jour de chaque mois.

Par ailleurs, il planifie chaque année pour l'année suivante les opérations de maintenance préventive. Le planning de maintenance est remis avec le rapport annuel d'exploitation tel que défini par le présent document.

Pour la première année d'exercice normal du marché découlant du présent appel d'offres, les plannings mensuels prévisionnels seront établis en commun accord avec le maître d'ouvrage.

e-2 Planning de présence

Le prestataire doit fournir tous les mois un calendrier mensuel de présence de l'équipe de maintenance.

e-3 Compte-rendu d'incident

Le prestataire établit pour chaque incident un compte-rendu écrit, comportant l'analyse des causes, les mesures prises éventuellement pour assurer la continuité du service, les actions court et moyen terme et les opérations de remise en état définitif ainsi que les actions de non récurrence. Au préalable, le maître d'ouvrage aura été informé de l'incident.

Tous les incidents et toutes les opérations de dépannage et réparation doivent être répertoriés afin de reconstituer les historiques des équipements et de contrôler le coût de ces interventions.

e-4 Rapport trimestriel d'activité

Le prestataire établit chaque 3 mois un rapport de synthèse qui comprend les éléments suivants :

- le bilan des opérations de maintenance préventive réalisées en regard de celles planifiées,
- le récapitulatif des retards de maintenance préventive et les dispositions prévues pour y remédier,
- la synthèse des appels de dépannage et de demande d'intervention reçus pendant le mois écoulé, en précisant le nombre d'heures passées en dépannage, le nombre et la durée des interruptions de fonctionnement des installations,
- les dispositions correctives et préventives prises en conséquence,
- le suivi des indicateurs qui seront mis en place,
- les propositions d'amélioration

Ce document fournit toutes les propositions utiles visant à améliorer la qualité des prestations, la sécurité de fonctionnement des équipements.

N.B: Ce rapport présentera précisément toutes les explications nécessaires à la compréhension des faits. Il ne se limitera en aucun cas à une simple énumération des points décrits.

e-5 Rapport annuel d'activité

Tous les ans, ou sur demande du maître d'ouvrage, Le prestataire établit un bilan détaillé et précis de l'état du matériel dont il assure l'exploitation. Ce bilan doit faire apparaître, élément par élément :

Au regard de l'exploitation :

- La durée de vie probable ;
- Le rendement constaté, comparé à celui prévu à l'origine par le fournisseur ;
- Une statistique de pannes établissant des relations de causes à effets ;
- Les anomalies constatées à l'occasion de ces examens.

Au regard de l'évolution des besoins :

- La mise en évidence de l'éventuelle insuffisance des installations face à une évolution ;
des besoins qu'il convient de définir avec rigueur.

Ce bilan fera notamment apparaître :

Le nombre d'interventions préventives systématiques et conditionnelles de l'année :

- Nombre et valorisation des heures de main d'œuvre ;
- Valorisation des déplacements ;
- Coût et liste des pièces détachées remplacées lors des visites ;
- Nombre, contenu et valeur des mises à jour logicielles effectuées.

Le nombre d'interventions curatives de l'année :

- Nombre et valorisation des heures de main d'œuvre ;
- Valorisation des déplacements ;
- Coût et liste des pièces détachées remplacées lors des visites ;
- Temps d'intervention pour la maintenance curative et temps d'intervention pour la maintenance préventive.
- Le suivi des indicateurs mis en place ;

- Les propositions d'amélioration ;
- Ce bilan doit déboucher sur l'énoncé des conséquences qui découleraient du fait de ne pas en tenir compte et sur des propositions de solutions adaptées aux défauts qu'il aura permis de mettre en évidence.

Il doit entraîner une remise en cause de l'entretien programmé, et donc éventuellement, une proposition de modification.

Ce bilan et les propositions de solutions ainsi que les mesures d'économie d'énergie réalisées sont présentés au maître d'ouvrage par écrit et, si celui-ci le désire, selon un plan qu'il aura demandé.

Article 4 : Prestations particulières de maintenance

En complément des opérations de maintenance relevant des prestations générales correspondant aux équipements couverts par le marché, le prestataire doit assurer, dans le cadre de son forfait, les prestations particulières décrites dans les articles suivants.

4-1. Section technique : Protection incendie, équipements techniques sanitaires, station de relevage et équipements des puits d'arrosage

Le prestataire doit réaliser la manœuvre de toutes les vannes au moins une fois par an et s'assurer de leur bon fonctionnement. Il doit veiller aussi à l'existence de la surpression dans les RIA, etc....

4-2. Section technique : Equipement moyenne tension (MT), basse tension (BT), Groupe électrogène, lustrerie et détection d'incendie

a- Transformateurs HT/BT et Cellules MT

Le prestataire doit effectuer le dépoussiérage des cellules. Il doit procéder aux essais nécessaires à la vérification du bon fonctionnement des appareils de protection notamment les essais, par injection, des différents relais de protection et la vérification des appareils de mesure et de contrôle (ampèremètre, voltmètre, voyants, compteurs, etc.....).

b- TGBT

Le prestataire procède à des tests (notamment vidéo infrarouge) des TGBT, objets du marché au moins une fois par an. Le maître d'ouvrage, peut également lui demander tout test supplémentaire s'elle en juge la nécessité.

c- Distribution électrique

Le prestataire doit effectuer le dépoussiérage des armoires, des coffrets électriques, des répartiteurs et sous répartiteurs lors des interventions de vérification.

L'utilisation d'un système d'aspiration doit être employée lorsque cela est possible. Cette opération est complétée par les reprises de peinture et de protection anticorrosion des parties métalliques. Les systèmes de fermeture des armoires et coffrets doivent être repris également.

Le prestataire doit effectuer la reprise systématique du repérage de toutes les installations. Il vérifie les plans et schémas s'ils existent et signale au maître d'ouvrage les erreurs éventuelles.

d- Eclairage de sécurité – bloc autonome de sécurité

Le prestataire procède tous les mois à une vérification et à un test de bon fonctionnement. Une vérification de la durée de décharge est effectuée tous les trois mois avec un éventuel remplacement en cas de durée de fonctionnement inférieure à une heure.

e- Eclairage

Le prestataire doit effectuer une ronde mensuelle lors de laquelle il relève et liste les équipements défectueux. Le remplacement des lampes est à la charge du prestataire au titre du forfait.

Pour l'éclairage dit « difficile d'accès » (utilisation d'une nacelle ou d'un échafaudage) le remplacement des lampes est réalisé de façon systématique. Les fréquences sont déterminées en fonction du type d'éclairage. Cette prestation fait partie intégrante du forfait et comprend le nettoyage et la révision complète de l'appareillage (corps de l'appareil, ballasts, starters...).

f- Groupe électrogène

Le prestataire doit assurer :

- les opérations de surveillance et de conduite des installations ;
- les essais mensuels ;
- la vérification du niveau de charge des batteries ;
- la vérification des conditions d'ambiance pour éviter tout dysfonctionnement.

g- Détection d'incendie

Le prestataire doit assurer :

- les opérations de vérification de Centrale de détection incendie CDI, détecteurs, brise glace, actionneur, avertisseur, etc
- la vérification des alarmes de sécurité et la réinitialisation des systèmes,

Article 5 : Modalité d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée selon les modalités précisées ci-dessous.

5-1 Horaires d'intervention

a- Définition des jours et heures ouvrés

Les jours ouvrés sont du lundi au samedi, hors jours fériés.

b- Interventions

Les interventions de maintenance préventive seront principalement programmées pendant les heures ouvrées.

Les opérations de maintenance qui mettent en cause la sécurité ou le déroulement des activités du maître d'ouvrage, sont réalisées en dehors de ces horaires, en coordination avec le maître d'ouvrage.

Pour toutes les interventions sur les organes de sécurité et du fait que ces maintenances engendrent systématiquement des alarmes sur le système de sécurité incendie, le prestataire devra impérativement se présenter à la salle de contrôle du site en début et en fin d'intervention et voir pour certains points être éventuellement accompagné par un agent de sécurité.

5-2 Astreinte :

Une astreinte 24h/24 et 7j/7, à travers un numéro unique, devra être assuré par L'entrepreneur.

Les interventions de dépannage seront assurées dans des délais fixés au paragraphe ci-dessous, selon le niveau de criticité de l'équipement ou du désordre. Les interventions en astreinte consistent à :

- Prendre les mesures conservatoires,
- Remettre en état de fonctionnement les installations indispensables (dépannage, basculement, démarrage des équipements redondants, ...).

Un compte-rendu d'intervention détaillé est établi par le technicien d'astreinte à chaque fin d'intervention et transmis au maître d'ouvrage. Le prestataire doit, dès la prise en charge du marché, établir la procédure d'intervention de l'astreinte.

5-3- Délais

Délai d'intervention : Le délai d'intervention est le délai compris entre le moment où le prestataire est averti d'une panne et le moment où il est sur les lieux pour effectuer le dépannage.

Délai de remise en service (ou maximal d'indisponibilité) : Il s'agit de la durée maximale de l'intervention de dépannage nécessaire pour remettre en service l'installation, à compter du moment où le prestataire est averti de la panne.

Délai de remise en état : La remise en état définitive de fonctionnement s'entend comme la remise en état permettant de retrouver les équipements selon leurs spécifications initiales. Ce délai cours à compter d'un constat contradictoire pour effectuer la remise en état définitive.

Article 6: Conditions de réalisation des travaux

Les renseignements techniques et les indications données dans le dossier de consultation n'ont qu'un caractère indicatif dont l'appréciation est laissée au prestataire qui a la liberté de les contrôler par toutes les enquêtes et mesures voulues.

D'une manière générale le prestataire ne peut élever aucune réclamation, ni de demander aucune indemnité au cas où il estimerait que, du fait des renseignements donnés dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévues par suite de mésestimation des risques ou de toute sujétion.

Le prestataire est réputé avoir étudié toutes les conditions du marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les travaux peuvent être exécutés conformément à ces conditions. Si un local fermé est mis à la disposition du prestataire, il en assure la responsabilité et le maintien en parfait état de propreté.

Article 7 : Essais et contrôle des prestations

Le prestataire procédera aux essais des matériels (en présence des représentants du maître d'ouvrage) et suivi de leurs performances.

Les contrôles ne diminuent en rien la responsabilité du prestataire quant à la bonne qualité des équipements.

Article 8 : Obligation du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à :

- assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail et notamment la continuité et la permanence des prestations, la discipline, le respect des consignes du données par le maître d'ouvrage et la bonne tenue de son personnel ;
- contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du marché, soit parfaitement remplie ;
- se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent ;
- faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des utilisateurs, ni désordre sur le site ;
- à la fin du contrat ou en cas de résiliation, le prestataire s'engage à assurer la passation de l'information concernant l'état des installations et l'historique des interventions au nouveau prestataire, il s'engage aussi à mettre à jour tous les documents utilisés.

8-1- Tenue vestimentaire, comportement et discipline du personnel

Le personnel du prestataire observe les règles de tenue et de comportement propre à l'environnement du site. En particulier, il respecte les règles décrites ci-après :

- Le prestataire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, et éventuellement de protections. En outre, tout le personnel intervenant sur le site IRCAM, y compris le personnel d'encadrement, doit porter en permanence un insigne spécifique de leur Entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.
- Le personnel du prestataire doit démontrer en toute occasion :
 - Un dynamisme et une motivation dans l'exercice de sa prestation ;
 - Une courtoisie à l'égard du personnel de l'IRCAM et des visiteurs ;
 - Une écoute et une réactivité face aux doléances du maître d'ouvrage.

Le prestataire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre au site.

Il est interdit au personnel du prestataire :

- de pénétrer dans les locaux sans se présenter à l'interlocuteur désigné du maître d'ouvrage ;
- d'accéder au site sans badge ;
- d'utiliser le téléphone sans autorisation du maître d'ouvrage ou de son représentant, et sauf urgence (pompiers) ;
- de prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux ;
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances ;
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise ;
- d'introduire dans les locaux, des personnes autres que le personnel assurant les prestations ;

- de ne pas respecter les consignes de sécurité.

En cas d'infraction aux dispositions ci-dessus, le maître d'ouvrage demande le retrait de l'auteur de l'infraction sans préjudice des dommages qui peuvent être demandés à L'entrepreneur et de la résiliation du marché.

8-2- Fourniture de l'outillage

Le prestataire assure à ses frais, et sous sa seule responsabilité, la fourniture de l'outillage courant ou spécialisé et les appareils de mesure et de contrôle nécessaires à son activité.

A ce titre, chacun des techniciens de la société sera doté des matériels de dépannage et de mesure qui lui seront nécessaires.

Le prestataire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage appartenant au maître d'ouvrage qui n'est pas normalement mis à sa disposition.

Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur ou l'installateur d'un équipement, ceux-ci seront réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et devront être maintenus au même titre que celui-ci.

8-3- Fourniture des moyens de communications

Le prestataire met en place les moyens de communication nécessaires pour permettre à chaque intervenant sur site, d'être joignable à tout moment par le personnel du maître d'ouvrage.

8-4- Fourniture des pièces détachées et consommables

Le prestataire s'engage à respecter les caractéristiques techniques des pièces de rechange et consommables indispensables à un fonctionnement correct, qui sont celles préconisées par les constructeurs.

Le matériel et consommables à installer par le prestataire doivent être neufs, d'origine et correspondent à la dernière génération proposée par les fabricants (sauf si les fabricants indiquent la non compatibilité des nouveaux matériels et consommables avec ceux existants).

Dans le cas d'une intervention où le dépannage serait impossible par manque de pièces et ou pour un délai de remise en état supérieur à une semaine, le prestataire prendra à sa charge et à ses frais la fourniture, l'installation et la requalification d'un appareil de remplacement, de caractéristiques équivalentes.

8-5 Mesures de sécurité :

Le prestataire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et celui du maître d'ouvrage.

Le prestataire et ses mandataires renoncent à recourir contre le maître d'ouvrage pour les faits de cette nature.

Il est en particulier responsable des conséquences de toute pollution des bâtiments et des équipements.

Il est interdit de faire ou de laisser entrer des produits et matières explosifs ou inflammables dans l'enceinte du site, sauf ceux nécessaires à l'exploitation.

Le personnel du prestataire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions de sécurité prescrites par les réglementations en vigueur et les recommandations des constructeurs, tant sur le plan de l'utilisation des outils et matériels que sur les modes d'exécution (balisage, consignation, condamnation, mesures conservatoires de sécurité des biens et des personnes).

Dans le cas où ces mesures de sécurité ne seraient pas prises en compte par le personnel du prestataire, celui-ci sera expulsé sans délai et sans recours possible de la part du prestataire.

8-6 Confidentialité

Le prestataire s'engage, tant en son nom personnel qu'au nom de ses collaborateurs, à garder secrètes les informations qui lui seront divulguées par le maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution des présentes, et ce tant pendant la durée du marché qu'après son extinction. À ce titre, il s'engage :

- à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles de l'exécution des présentes ;
- à limiter la divulgation des informations aux seules personnes en charge de l'exécution des prestations ;
- à recueillir de ceux-ci leur engagement de secret.

8-7 Prise en charge des installations

Le prestataire reconnaît avoir pris connaissance du contenu des pièces du marché et avoir obtenu du maître d'ouvrage toutes précisions complémentaires au dossier de consultation et notamment tous les documents l'informant sur la nature et la consistance des installations, ainsi que toutes les informations relatives à l'organisation et au fonctionnement du site. Par conséquent, il reconnaît avoir inclus dans les prix du marché toutes prestations concourant à la réalisation de ses missions.

Le prestataire reconnaît que les éléments transmis par le maître d'ouvrage l'ont été à titre d'information et qu'il a pu procéder à ses propres recherches ou tests en toute indépendance avant de signer son marché.

Il reconnaît avoir eu toute latitude pour inspecter et examiner le site et ses environs.

Il reconnaît s'être informé correctement et suffisamment notamment sur l'état et la nature des ouvrages et installations, les moyens d'accès au site. D'une manière générale, il est considéré avoir obtenu toutes les informations nécessaires quant aux risques et aléas et toutes autres circonstances susceptibles d'affecter l'exécution des prestations ou avoir une incidence sur elle, y compris les coûts et les délais nécessaires à cette exécution.

En conséquence :

- aucune contestation ne pourra être admise sous prétexte d'une mauvaise appréciation des conditions d'exécution ; en particulier, le prestataire ne peut faire valoir des oublis des entreprises qui ont réalisé les installations dans les domaines du réglage, des finitions ou du nettoyage pour se substituer à son obligation de résultats et au maintien en parfait état de fonctionnement et de propreté des équipements.
- Le prestataire a arrêté sous sa seule responsabilité et au vu de l'ensemble des informations, analyses et tests nécessaires les montants forfaitaires du marché ; en conséquence il fera son affaire des aléas liés au site et à l'existant et ne pourra en tirer argument pour demander une quelconque augmentation des prix

ou encore se décharger d'une quelconque autre obligation lui incombant au titre du marché.

8-8 Interlocuteur du prestataire

Le prestataire s'engage à désigner pour la réalisation des prestations, un interlocuteur privilégié parmi ses collaborateurs.

8-9 Réunion de travail

Le prestataire et le maître d'ouvrage se réunissent périodiquement dans le cadre de réunions de suivi de l'avancement des prestations, de sorte que chacune des parties soit informée de l'avancement des prestations par rapport au planning, ainsi que des éventuels problèmes rencontrés.

Article 9 : Obligations du Maître d'ouvrage

9-1 Moyens d'accès

Le maître d'ouvrage fournira gracieusement au personnel du prestataire le plein accès nécessaire à la maintenance des équipements.

9-2 Communication d'informations

Le maître d'ouvrage transmet au prestataire l'ensemble des informations et la documentation en sa possession, utiles pour l'exécution de la prestation.

Article 10 : Obligations de résultat

Les obligations de résultat sont :

- Garantir la continuité du service ;
- Garantir le respect des normes et règlements applicables ;
- Garantir la satisfaction des occupants par la qualité de service ;
- Garantir la maintenabilité, la durabilité et les performances de fonctionnement des installations à un niveau optimal ;
- Optimiser les consommations d'énergies ;
- Optimiser les consommations d'eau ;
- Éviter les dépassements de puissances souscrites REDAL.

Le respect des objectifs se traduira par :

- Un taux de disponibilité élevé des installations ;
- Un taux de défaillance faible après réparation ;
- Le respect de délais d'intervention ;
- Le respect des consignes de fonctionnement.

Article 11 : Fournitures intégrées au forfait :

Sont considérés comme pièces, matériels ou matières consommables ceux dont la consommation est prévisible dans le cadre du programme d'entretien préventif et curatif et qui sont à la charge du prestataire et inclus dans les montants forfaitaires.

Le prestataire doit garantir la fourniture des pièces d'origine, ingrédients et consommables, dans le cadre des forfaits établis, notamment :

- Les produits de graissage et de lubrification de toute nature ;


- Les dégrippants, silicones, agents protecteurs, white-spirit ;
- Les dégraissants, pétrole, produits de nettoyage des sols, machinerie et appareillages ;
- Les produits de marquage ;
- Les baguettes de soudure, brasure, etc...
- Les joints de toutes natures ;
- Circlips, visserie, boulonnerie courante ;
- Filasse, téflon, et autres pâtes de montage, d'étanchéité ou de jonction ;
- Eau distillée (appoint d'eau des batteries) ;
- La fourniture des huiles et liquides divers pour groupe électrogène et ses périphériques.

BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

N° des prix	Désignation	Unité de Mesure	Qté	Prix annuel forfaitaire en DH Hors TVA		Prix Total
				En chiffres	En lettres	
1	Protection incendie, équipements techniques sanitaires, station de relevage & équipements des puits d'arrosage	Forfait annuel	1			
2	Equipement moyenne tension (MT), basse tension (BT), Groupe électrogène, lustrerie et détection d'incendie	Forfait annuel	1			
Total annuel HT						
TVA 20%						
Total annuel TTC						

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de

(en chiffres et en lettres, Dh, TTC).

<u>Le concurrent</u> (Lu et accepté)	<u>Le Recteur de l'IRCAM</u> Le 26/12/2019
	 Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS